



Lutter contre la faim dans le monde grâce au savoir-faire du secteur privé

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souhaite à l'avenir impliquer davantage le secteur privé. Du point de vue d'economiesuisse, c'est une bonne chose, car les entreprises peuvent contribuer de manière déterminante, grâce à leur savoir-faire et à leurs réseaux, à la mise en place de solutions efficaces, adaptées aux conditions locales.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization, FAO) souhaite à l'avenir impliquer davantage l'économie privée dans son travail. C'est ce qu'a clairement exprimé la directrice générale adjointe de la FAO, Madame Beth Bechdol, lors d'une table ronde avec des représentants de l'économie suisse mercredi à Berne. economiesuisse a organisé cet échange et salue le changement de cap souhaité au sein de la FAO. Les entreprises et les associations sectorielles présentes sont également positives quant à l'amélioration de la coopération à l'avenir.

Réduire la faim dans le monde

Les défis mondiaux sont immenses: il faut nourrir la population mondiale en constante augmentation. Dans le même temps, il s'agit de réduire l'impact environnemental et d'offrir des perspectives économiques aux populations. Ainsi, le **deuxième objectif** des «Sustainable Development Goals» (objectifs de développement durable) de l'ONU définit que la faim doit être vaincue dans le monde entier d'ici 2030. L'accès à une alimentation de qualité et abordable doit être garanti dans le monde entier et la production doit être résiliente et durable

tout au long de la chaîne de valeur. Il est évident que ces énormes défis ne pourront être relevés que si les institutions gouvernementales et supra-gouvernementales telles que la FAO collaborent étroitement avec les entreprises privées. Les entreprises du secteur privé disposent d'un énorme savoir-faire qui est essentiel pour atteindre ces objectifs, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, mais qui n'a jusqu'ici pas été suffisamment exploité par l'organisation onusienne.

Des solutions adaptées aux besoins locaux

Même si cela semble aller de soi, les pays et les régions du monde évoluent dans des conditions différentes. Pour atteindre des améliorations dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation au niveau local, il faut tenir compte de ces différences. Les solutions qui sont imposées d'en haut à toutes les parties du monde sont donc inutiles. Les solutions bottom-up sont plus efficaces. Elles tiennent compte des conditions locales et impliquent les parties prenantes concernées. Les entreprises apportent ici une contribution essentielle: elles connaissent la situation sur place et coopèrent avec les acteurs locaux. Grâce à leur activité, elles savent quelles mesures sont efficaces sur le terrain. Si la FAO utilise davantage ce savoir-faire à l'avenir, il sera possible d'élaborer des solutions basées sur la science et les données qui auront un réel impact au niveau local.